LIBERTE POUR NOS CAMARADES ESPAGNOLS !

LE COMBAT SYNDICALISTE

De chacun selon ses forces — C.N.T. — A.I.T. — A chacun selon ses besoins

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

35e ANNEE — NOUVELLE SERIE — Numéro 267 — Version française 0 10 francs — Version espagnole 0 40 francs — 17 Octobre 1963

Accusés de conspiration contre un « État ami », vingt et un camarades de la Confédération Nationale du Travail espagnole se trouvent, par ordre de l'autorité judiciaire française, dans les cachots de la Santé, à Paris. On ignore jusqu'à présent s'il s'agit d'une interférence franquiste dans la justice française ou d'un service rendu par notre République à l'Etat espagnol pour n'importe quelle raison commerciale.

Ce qui se passe est inouï. Naguère le juge instructeur avait l'initiative, voire le pouvoir, d'accorder la liberté provisoire à un présumé délinquant. Aujourd'hui, selon une disposition prise par le Chef de l'Etat, le juge propose et le Procureur de la République dispose. Dans le cas présent, la décision du Juge Alain Simon de mettre en liberté provisoire quatre de nos camarades espagnols se heurte au veto du procureur, lequel ne veut sans doute pas voir dans la rue ces quelques ennemis de la politique de meurtres pratiquée depuis 27 années par le franquisme.

Depuis plus de trois semaines, nos vingt et un camarades espagnols sans avoir commis d'autre délit que de travailler honnêtement et de lutter pour le bonheur de leur pays, restent emmurés dans la prison, peut-être la plus sordide de France, sans qu'une accusation solide intervienne, sans que le procureur de la République justifie la raison de son regrettable geste envers les quatre défenus antifranquistes, ennemis du pouvoir personnel d'un chef d'Etat étranger qui en 1941 eut une attitude inqualifiable vis-à-vis des Français et de la France.

Epris de liberté et de justice — ces biens moraux si chers à l'esprit français — nous réclamons la mise en liberté immédiate de nos vingt et un camarades espagnols antifranquistes. Si nous et nos amis n'obtenons pas cette satisfaction, nous aurons le droit de considérer, à juste titre, que le fascisme espagnol a son mot à dire dans la justice française.

LES BOURREAUX CONTINUENT

BIEN que l'actualité ne manque pas de sujets retenant l'attention et demandant à être commentés, nous sommes une fois de plus obligés d'évoquer en priorité le conflit qui vient d'opposer les mineurs asturiens à leurs employeurs et au gouvernement espagnol.

Il y a des faits qui doivent être portés à la connaissance de la fraction la plus large possible de l'opinion, tant ils sont révoltants et inadmissibles à notre époque où les individus, particulièrement ceux qui président à nos destinées, se prétendent civilisés.

Qu'on en juge. Le 3 octobre, certain journal bien pensant a diffusé la nouvelle suivante : « En Espagne. — Une centaine d'intellectuels dénoncent les sévices dont auraient souffert des personnes arrêtées dans les Asturies.»

Il s'agit d'une lettre adressée au ministre de l'Information Fraga Iribarne, demandant des précisions sur les mauvais traitements infligés à plusieurs grévistes asturiens et leurs épouses.

La personnalité des signataires, parmi lesquels des académiciens, huit professeurs de l'Université, dont l'ancien recteur de celle de Madrid, laisse supposer que le texte de la lettre n'a pas été écrit à la légère.

Elle indique que « selon le témoignage de correspondants bénévoles » un officier des forces de sécurité (sic), le capitaine F. C., et un sergent de ces mêmes forces auraient fait subir divers sévices à Sama de Langreo en Asturie, à un certain nombre de mineurs, allant même jusqu'à châtrer plusieurs d'entre eux et occasionnant la mort d'un homme. De plus, selon le même document, plusieurs femmes auraient été tondues. Le texte cite une douzaine de cas et donne pour la plupart de ceux-ci noms, prénoms, lieu de résidence et nature des mauvais traitements subis.

La foule des mineurs surexcités, révoltés, décrite par Zola dans son « Germinal », n'est même pas tombée aussi bas que ce capitaine, produit d'une prétendue élite, qui dirigea, la tête froide, en toute lucidité, cet abominable forfait.

Le ministre interrogé a nié dans sa réponse toute espèce de sévices ; il admettait seulement comme possible que deux femmes eussent été tondues.

Sans nous étendre sur la correspondance échangée à ce sujet entre le ministre et l'écrivain José Bergamin, il est possible d'affirmer que les explications fournies par le pouvoir franquiste ne tendent qu'à noyer le poisson sans innocenter en aucune façon les mercenaires incriminés.

L'exacte vérité ne sera évidemment connue qu'à longue échéance, par les informations que nous aurons puisées nous mêmes à la source, mais, étant donné qu'il n'y a jamais de fumee sans feu, que nous connaissons les méthodes inquisitoriales chères aux bourreaux professionnels de la « Sainte Inquisition », des signataires de la lettre, nous considérons, jusqu'à plus ample informé, valables les révélations que celle-ci contient.

On s'étonnera certainement de l'absence de réactions des organisations prétendant défendre les travailleurs — syndicats, partis politiques — alors que de tels faits auraient dû provoquer une formidable vague d'indignation.

Ce silence quasi total est sans doute imputable aux directives données à ses valets par Washington, devenu, ne l'oublions pas, à la suite du renouvellement de l'accord sur les bases américaines établies en Espagne, un allié à part entière de Madrid ; par Moscou, qui fait aussi actuellement les deux yeux de ce côté ; par la France, tout aussi incapable de rien refuser à ses bons amis d'outre-Pyrénées.

Quant à la hiérarchie de l'Eglise ne l'accablons pas trop en la circonstance. Elle vient d'être tellement accagarée par le Te Deum chanté le 1er octobre à l'occasion du 27e anniversaire du début du regne de Franco et la brillante réception donnée le même jour au Palais Royal de Madrid, à laquelle elle assistait en masse, qu'elle a droit à des circonstances atténuantes. Elle avait en effet d'autres chats à fouetter que de s'occuper de cette affaire d'émasculation de « rebelles ».

Plaignons les malheureux mineurs asturiens, deux fois meurtris en si peu de temps, et celle-ci tout particulièrement, bien que leurs revendications soient parfaitement légitimes ; les propriétaires des mines, qui les continuent dans la misère, touchant de scandaleux dividendes s'élevant jusqu'à 34 %.

Clouons au pilori ces immondes exploiteurs, ainsi que tous les éléments répressifs à leur solde, et souhaitons que le prolétariat international étroitement uni, prenant enfin conscience de sa force qui est irrésistible, neutralise ses oppresseurs, éliminant à jamais le retour de pareilles ignominies.

VIVE DE GAULLE !

Le 25 mars 1959, le général de Gaulle, devant 600 journalistes, réunis à la première conférence de presse du Président de la République, a déclaré :

« Car, en notre temps, la seule querelle qui vaille est celle de l'homme. C'est l'homme qu'il s'agit de sauver, de faire vivre et de développer. »

Et plus loin :

« Que ne mettons-nous, en commun, un pourcentage de nos matières premières, de nos objets fabriqués, de nos produits alimentaires, une fraction de nos cadres scientifiques, techniques, économiques, une part de nos communs, dis nos savoirs, de nos avions, pour soutenir la misère, mettre en valeur les ressources et aider le travail des peuples moins développés ? »

De Gaulle rejoint Michelet, quand celui-ci écrivait : « Si tous les êtres et les plus humbles, n'entrent pas dans la cité, je reste dehors. » Mais le paternalisme du général de Gaulle glisse sur la pente du despotisme, quand il prétend imposer au peuple, sans l'accord de celui-ci, sa conception du bonheur qui n'est pas à l'image de sa déclaration faite à la Conférence de presse du 15 mars 1959. Le général a oublié, très certainement, que Kant avait écrit : « L'essence de tout gouvernement consiste en ceci : que chacun s'occupe lui-même de sa félicité et que chacun ait la liberté de rentrer, en commerce avec tout autre dans cette intention. L'office du gouvernement n'est pas d'arrachez aux personnes ce soin, mais seulement d'assurer leur harmonie conformément à la loi de la nature. » La philosophie politique qui certainement a dû passionner le général de Gaulle quand il ne connaissait pas les charges écrasantes d'un pouvoir tentaculaire, lui fait oublier que l'homme épris de liberté, supporte une liberté de contrainte avec le secret espoir que la raison autorise le pouvoir à l'accès d'une véritable liberté. Seulement, si le général de Gaulle n'a plus Kant en mémoire, il se souvient fort bien d'Alain qu écrivait : « Raisonnez tant que vous voudrez, seulement obéissez ! »

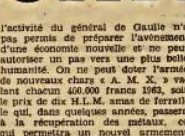
Chasser le naturel, il revient au galop. Un militaire peut reconnaître les bienfaits de la liberté sur les hommes en dehors de ses fonctions militaires ou civiles, mais, dans le cadre de ses fonctions, il appliquera des décisions conformes aux principes d'autorité dont il aura été imprégné par toute une hérédité, une éducation, une préparation et une discipline militaire.

Il est curieux de constater que le peuple, dont la composition est essentiellement composée de civils, se soumet toujours à la dictature d'un militaire dès que celui-ci arrive au pouvoir, ce ne sont pourtant pas les exemples édifiants qui manquent dans l'histoire et qui devraient faire réfléchir aux travailleurs que tout chef militaire sait toujours, mieux que tout autre, manier la cravache. Mais, comme l'explique Gaston Britel dans son livre « Périr ou distribuer », si l'homme sait s'élever dans tous les domaines professionnels ou privés, s'il sait définir ce qu'il y a de meilleur pour une production, s'il possède en lui un don expérimentateur, il y a un point, un seul, où il abandonne son meilleurs outil, c'est en matière sociale et, Gaston Britel écrit : « Sur le terrain philosophique, nous sommes restés des primitifs. Nous croyons à des forces surnaturelles, à des autorités prestigieuses, à des surhommes qui penseront pour nous... » C'est une abdication des plus belles qualités de l'homme et dont savent tirer parti tous les charlatants, tous les batteurs de grosse caisse de la politique et du pouvoir.

En attendant, le petit jeu dictatorial continue, les derniers du peuple permettent un équipement militaire de plus en plus coûteux, les vieux ne mangent pas à leur faim, les travailleurs dans l'industrie font 90 heures la semaine, les impôts écrasent le peuple et nous pensons, également, au tiers des hommes affamés qui, dans le monde, ne disposent pas du minimum de calories nécessaires à la vie et qui sont les victimes d'une économie capitaliste, soigneusement entretenue par tous les pouvoir dictatoriaux.

Quand nous reprenons la conférence de presse du 15 mars 1959, nous constatons, avec regret, que toute l'activité du général de Gaulle n'a pas permis de préparer l'avènement d'une économie nouvelle et ne peut autoriser un pas vers une plus belle humanité. On ne peut doter l'armée de nouveaux chars « A. M. X. » valant chacun 400.000 francs 1963, soit le prix de dix H.L.M. amas de ferraille qui, dans quelques années, passera à la récupération des métaux, ce qui permettra un nouvel armement encore plus coûteux et inutile, et pratiquer une politique humaine comme celle que les journalistes présents à l'Elysée, le 25 mars 1959, pouvaient l'espérer. Si une tentative de fraternité descendue du pouvoir vers les opprimés, vers tous ceux qui, de par le monde, meurent misérablement pour assurer le pouvoir, le luxe, l'autorité des maîtres de l'heure, nous aurions été les premiers à crier : Vive de Gaulle !

RENE VILLARD



« Selon que vous serez puissant ou misérable... »

Dix-huit ans se sont déjà écoulés depuis la belle occasion manquée pour les peuples en général et pour les travailleurs en particulier, de se libérer des tyrans et d'abolir les privilèges.

Dix-huit années durant lesquelles chaque dirigeant, chaque chef de parti, a cherché à exploiter la situation du moment, frétinimant son prédécesseur pour tenter de justifier sa propre politique.

Du « retrousses les manches » au « vous m'avez compris » en passant par la fameuse « productivité » et le « sortez les sortants », tous les maillons de la trahison sont représentés dans la chaîne qui lie dans une même honte les partis communiste socialiste, poujadiste, gaulliste et autres... ; tous, tous plus avides de pouvoir et d'exploitation des classes laborieuses que désireux de progrès social et de bien-être collectif.

Nous avons souligné dernièrement dans le « C. S. » le silence complice des partis dits de gauche lors du monstrueux assassinat exécuté par les hordes franquistes sur les personnes de valeureux militants ouvriers, comme Granados et Delgado, du poète Moreno Barranco, et nous nous voyons dans l'obligation, une fois de plus, de mettre en cause ces « champions de la démocratie » qui auront tant de cœur à honorer la mémoire de Julian Grimau assassiné au mépris de la même hideuse loi, mais qui étant membre du parti communiste, bénéficiait à ce titre de l'appui de tout un pays, et même de plusieurs où la dictature porte un autre nom.

Nous leurs rappelons, ainsi qu'à ceux qui se sont déclarés à plusieurs reprises les amis du peuple espagnol que des milliers de travailleurs exilés de ce peuple courageux et plein d'abnégation, ont donné leur vie pour la libération de la France, pour que les libertés légendaires de notre pays échappent au vent de folie sanguinaire qu'apportaient dans leur flanc les hordes hitlériennes.

Oui, travailleurs ; des milliers de républicains espagnols sont morts pour permettre à de Gaulle et à ses troupes de libérer la France de l'oppression nazie ; pour préserver nos foyers de la misère qui n'aurait pas manqué d'y apporter l'axe « Berlin-Rome-Madrid » pour barrer au sinistre trio Hitler-Mussolini-Franco la route du crime et de la barbarie ; pour que cesse enfin de couler tant de sang innocent.

Et cette lutte sans merci fut menée sans considération aucune pour l'étiquette politique. On se battait et on mourrait pour un idéal, la LIBERTE, par pour un parti.

Communiste, Socialiste, Libertaire, tout se coloyait, tout se liait et se confondait dans un même but, dans une même aspiration : être libres.

Aujourd'hui, ce même peuple espagnol continue toujours la lutte pour la liberté, car si la France a été libérée, l'Espagne, elle, reste toujours assujettie aux mêmes sévices, aux mêmes tortures, aux mêmes tortionnaires que nous avons connus pendant la période 40-44 en France et dans les pays occupés par les nervis S. S.

Il continue la lutte seul ; abandonné par les uns, trahi par les autres.

Oui, trahi ; car c'est trahison que d'entourer les crimes du franquisme d'un épais rideau de silence, quand les victimes n'ont pas endossé l'étiquette du parti.

Mais où l'acte devient inqualifiable c'est quand ceux qui ont exploité le courage de ce peuple pour satisfaire leurs désirs secrets, oubliant tout le passé, et profitant de la fragilité des lois internationales sur l'hospitalité, emprisonnent arbitrairement et sans la moindre preuve tel ce n'est la coaction et les accusations gratuites de la police espagnole) des républicain en exil.

Peut-être que les sentiments religieux des auteurs de tels actes admettront une telle ignominie ; peut-être les chefs des partis dits de gauche continueront leur campagne de silence, mais le peuple, lui, finira par se fâcher, dégoûté par tant de lâcheté et il demandera des comptes.

J. SOMIANO

ORGANISER LA PAIX

En cette période trouble qui est la nôtre, au moment où partout, de manière voilée que l'on se tourne, et sous des prétextes divers et toujours faux, on voit se lever des massacreurs s'unir, pour d'un tapis vert, il faut et tomber des massacrés, aucun problème ne me paraît plus urgent. Mais comment et surtout qui peut organiser la paix ? Pas nos gouvernements actuels, passés ou à venir, bien sûr, dont l'objectif principal, semble-t-il, est surtout d'organiser la guerre. Ce qu'ils ont d'ailleurs fait, jusqu'à maintenant, avec un plein succès. Alors ?

Un article de Gérard Brisse, paru à la « Tribune Libre » du journal « Combat », le 12 août dernier, jette quelques lueurs sur le sujet. En voici quelques extraits qui, je crois, méritent d'être reproduits :

« Comment organiser la paix ? En vingt-ans s'est accomplie la plus formidable révolution dans les techniques, dans les idées et dans les mœurs que vingt siècles ont seulement contribué à mijoter... A la base de cette transformation extraordinaire, il y a, incontestablement, la révolution énergétique. Et d'abord, la fission, puis la fusion de l'atome a contribué à modifier les rapports humains, beaucoup plus sûrement que les milliers de traités de paix ne l'avaient fait auparavant... Pour qu'à Moscou deux mondes qui s'affrontaient depuis un demi-siècle sur la base de principes apparemment inconciliables à jamais, décident de s'unir, pour le meilleur et pour le pire, autour d'un tapis vert, il faut que quelque chose de grave, de très important soit advenu. Ce grain de sable dans l'engrenage de la guerre perpétuelle et universelle, c'est une force de conscience nouvelle, mais immesurable quant à ses effets, à savoir que les moyens de destruction dont les deux Molochs disposent actuellement étant hors de proportions avec les moyens utilisés dans un conflit classique, il est temps de crier casse-cou. Instinct de conservation beaucoup plus qu'acte de raison... »

Force est de constater que c'est bien ainsi qu'il faut le comprendre, les maîtres du monde ne cherchent à s'entendre, à se mettre d'accord sur des paroles de paix uniquement que parce qu'ils ont peur. Peur pour leur pays respectif, bien sûr, mais aussi peur pour eux-mêmes. Et l'on peut toujours se demander, quand ces entretiens, qu'est-ce qui se passerait si l'un des deux adversaires était certain de détruire instantanément l'autre à l'impuissance totale. Mais aujourd'hui on peut dire, et cela fort heureusement, que personne ne peut se targuer de pouvoir se mettre à l'abri en cas de conflit mondial.

« Certes, la peur n'évite pas le danger. Elle est insuffisante pour bâtir un monde cohérent à la hauteur de l'homme conquis. Il faut trouver d'autre idéologies, d'autres cadres de vie également... Si l'on ne peut plus faire la guerre, il convient de construire la paix ; il importe de trouver le remède à plusieurs divaines de siècles d'habitudes, de routines atavigues... Les heurts qui divisent aujourd'hui le monde bolchevisme lui-même démontrent amplement que la politique des clichés et des slogans ne mène finalement à rien. La vocation d'un effet enraciné en l'animal humain au niveau de la tripe. Elle est aussi la réaction la plus facile. L'attitude non violente, en effet, exige un effort constant sur soi-même de réflexion, de méditation, de contrôle de soi. Elle n'est pas, contrairement à ce que pensent ceux qui ne la connaissent pas, un état de passivité qui s'assimilerait à la poltronerie ou à la fatalité. »

Nous sommes, cela va sans dire, entièrement d'accord avec tout ceci, avec toutefois cette différence que ces idéologies nouvelles, nous savons qu'elles existent, et ces cadres de vie différents, nous les connaissons. Et nous savons aussi qu'il serait relativement facile de les faire connaître, ces idéologies et ces cadres de vie nouveaux en les enseignant, tout simplement, comme l'on enseigne la géographie ou les mathématiques, par exemple, cela dès l'école primaire. Œuvre ample et grandiose, à laquelle pourrait s'attaquer une université vraiment libre et éprise de progrès social. Nous savons aussi, et n'avons jamais caché de dire, que la politique des clichés et des slogans ne pouvait pas éternellement servir à berner les peuples. Mais elle est encore puissante, et il s'en faut que ses effets soient sur le point de disparaître. Mais il est erroné de croire, ainsi que beaucoup le font, que cette politique a été inventée par le monde bolchevisé. Celui-ci, tout au plus, l'a portée à la perfection, mais elle existait bien avant-lui.

Nous pensons aussi que la violence est enracinée dans l'animal humain (et aussi dans tout animal) au niveau de la tripe. Pour ma part, j'ajouterai à cette évidence qu'il faut songer à soigner la tripe. Ce qui engrifie d'abord qu'il faut la remplir, cette tripe, de bonnes choses saines et agréables à déguster, et empêcher que l'on y introduise les innombrables poisons qui, de plus en plus, sont vendus au public sous le couvert de la publicité. Il y a longtemps que l'on sait que les poisons versés dans la tripe ne tardent pas à contaminer le cerveau. Lequel cerveau doit être aussi nourri de bonnes et saines idéologies, et non de catéchismes et de mensonges.

BLANQUET

(A suivre.)

De la révolution politique à la révolution économique

Il existe deux conceptions révolutionnaires, celle des partis : la révolution politique ; celle du syndicalisme libertaire : la révolution économique.

La révolution politique est toujours axée, orientée vers la conquête d'un pouvoir politique, c'est-à-dire de l'Etat. Il s'agit donc du heurt entre un pouvoir instauré et un pouvoir en puissance, dont, souvent, la pluralité concurrentielle rend plus difficile, plus sélatoire et plus sanglante, la conquête de l'Etat.

En fait, il y a donc lutte entre une tyrannie établie et une tyrannie ascendante.

Le problème social, dans cette tourmente, se trouve donc posé sur un plan exclusivement passionnel et religieux. En effet, les travailleurs se trouvent soulevés par une vague de mécontentement général à causa économiques. Le fait que leur esprit n'a reçu qu'un enseignement insuffisant sur l'importance de l'économie dans la solution du problème social, les voue à des colères « civiques » qui rejettent sur une « manière d'Etat » la responsabilité des insuffisances et carences d'un régime économique. Il que tout le monde voit aujourd'hui ne s'agit plus que de changer de patron, de maître, de gouvernement, de chercher un nouveau Messie !

A cette entreprise, ils sont préparés de longue date. Chaque parti, quel que soit son programme, a imprimé dans leur cerveau cette doctrine erronée et stupide, que le meilleur moyen de conquérir l'égalité et la liberté, le bien-être et la justice, est de changer de maître.... à charge par eux de choisir le meilleur !

La lutte libératrice se trouve ainsi placée, dès le départ, sur un plan exclusivement militaire : la conquête d'une place, d'un camp retranché qu'ils s'agit d'investir pour qu'un nouvel Etat, le leur, s'y retranche à son tour... Lénine, en cette matière, élève de Clausewitz, s'est montré un stratège éminent.

Cette révolution devient, par son caractère passionnel et religieux, une véritable croisade qui atteindra sa plus haute virulence quand un parti aura triomphé de tous les autres, ses concurrents, avant de devenir le conquérant définitif.

Dans une telle tourmente, toutes les solutions économiques se trouvent retardées, reculées, minimisées, jusqu'à l'établissement du nouvel Etat. On ne peut courir deux lièvres à la fois, le pouvoir et la liberté.

Lénine disait : « Il est certain que toute le monde voit aujourd'hui que les bolcheviks ne se seraient pas maintenus au pouvoir, je ne dis pas deux ans et demi, mais pas même deux mois et demi, sans la discipline la plus rigoureuse, sans la véritable discipline de fer de notre parti. »

Le désordre est partout. Les hommes, en abandonnant leurs tâches économiques pour participer à la croisade politique, et quand, enfin, un parti a assuré sa dictature, le pouvoir, atteint, ayant épuisé ou détruit ses réserves, les usines et les chantiers livrés au pillage, une nouvelle répression devient nécessaire pour imposer l'autorité économique et une discipline de fer, celle du parti dans l'Etat.

Des millions d'hommes sont tombés sur les routes de l'illusion politique, comme tombaient autrefois les croisés sur les routes de Jérusalem à la recherche d'un Dieu hypothétique.

La révolution politique triomphante peut alors condenser sa victoire dans ce slogan : l'Etat est mort, vive l'Etat.

Toute révolution politique contient en elle le déchaînement des pires violences.

Voyons la conception révolutionnaire du syndicalisme libertaire :

1° Les expériences historiques démontrent que la résurrection de l'Etat après sa conquête par une vague subversive, entraîne toujours un nouvel esclavage, une nouvelle exploitation de l'homme par l'homme, ou de l'homme par de nouvelles autorités.

2° Que l'amélioration de la condition matérielle des travailleurs s'est faite au rythme du progrès scientifique, matériel et économique. L'évolution vers le bien-être est donc conditionnée par l'ampleur et l'accélération des progrès scientifiques.

3° Que la satisfaction des besoins, n'est donc pas une tâche politique, ne peut résulter d'un changement de pouvoir, d'Etat, les forces et moyens de production se trouvant réalisés par la conjonction des travaux scientifiques et des labeurs professionnels.

Notamment l'Etat est une survivance anachronique, mais une tyrannie qui ne peut subsister qu'en ralentissant l'épanouissement du bien-être par l'application de l'inégalité économique.

Le syndicalisme libertaire, ne cédant à aucune passion partisane, tenant compte de ce processus historique, en tire les conclusion suivantes :

a) Même si une civilisation politique parvenait à assurer au travailleur un bien-être relatif (voir Etats-Unis), elle ne saurait réaliser la justice, c'est-à-dire : l'égalité économique.

L'Etat, par sa nature, ne saurait assurer la sécurité sociale, du fait que ses problèmes sont toujours des questions de force, de domination au service d'un droit inégal.

b) Le problème révolutionnaire est donc un problème économique : conquérir les moyens de production et de distribution par une grève générale gestionnaire se proposant :

1° L'occupation de toutes les entreprises par gestion directe et unions syndicales ; l'occupation de tous les marchés par les syndicats de consommateurs.

2° L'abolition de l'Etat par la perte de tous ses attributs, par la concentration, au départ de l'usine, des forces nécessaires pour empêcher sa résurrection.

Le syndicalisme libertaire considère que tous les efforts étant orientés vers la mise en commun immédiate de toutes les ressources de production, la lutte se circonscrit sur le terrain où producteurs et consommateurs sont, en fait, maîtres des choses et des services, et par là, associés, sans aucune discrimination, à une œuvre commune ne soulevant que des difficultés techniques sans contradictions sociales.

4° Le syndicalisme libertaire doit donc rassembler tous les travailleurs épris d'une révolution constructive, infiexible dans ses buts, mais dont l'humanisme peut réduire les violences en protégeant la liberté de tous contre les despotismes qui ont égaré la conscience prolétarienne.

J. B.

cm 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 unesp Cedap Centro de Documentação e Apoio à Pesquisa 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45

S. en Pau

contra la dictadura franquista y eso nos sirve de esperanza para que un día sea una palpitante realidad.

Mi tarea — dice en español — será difícil, puesto que el compañero Armendia ha desmenuzado con su documentada y brillante peroración las dudas y las amarguras que todos tenemos en torno al problema español.

Evidentemente, como ha dicho Armendia, el drama español no empezó en julio de 1936, porque hay que agregar otros factores que el pasado agudizó con aquella Santa Alianza que hizo se produjera el hecho histórico de Munich.

Buceando en la Historia vemos cómo para restablecer el vergonzoso reinado de Fernando VII invadieron España los Cien Mil hijos de San Luis. Y en 1936 la confabulación de nazis y fascistas ahogó las ansias de libertad del pueblo español. La nefasta política de la «no intervención» tal vez no se hubiera producido, pero observad que tal complejo se puso en práctica en el curso de nuestra guerra civil. Pero no es la primera vez que mucho antes del 18 de julio la reacción española pactó su lúgubre alianza con la coalición fascista italo-alemana, porque la auténtica revolucionaria de nuestro pueblo era y sigue siendo superior a la revolución rusa. Y nosotros hicimos la revolución porque nos obligaron a ello; de otra forma se hubiera establecido en España un régimen de democracia siempre que hubiera respetado las conquistas logradas a costa de tanta sangre y de tanto sacrificio.

No quisieron que se llevara a efecto la reforma social y política que anhelaba España y se provocó el 18 de julio y ante el abandono de los propietarios justificó ampliamente la revolución que llevamos a cabo. Y es por eso que hizo su aparición la «No Intervención» y por ese entendamiento fatal de nuestra lucha proyectada a todos los países.

Los aliados en las sucesivas conferencias de las Naciones Unidas habían hecho la condena del régimen de Franco y por tal motivo creíamos todos que este régimen de oprobio sería derribado inmediatamente después de la caída de los imperios italo-alemanes.

De acuerdo estamos que nuestro problema no es la desaparición de hombres, lo que importa es transformar la mentalidad de los mismos, porque a la desaparición física de Franco estamos convencidos que no se hundiría el tinglado de la dictadura. El régimen se sostiene como en un andamiaje en cuya cima está Franco, por lo tanto hay que destruir el andamiaje, creando el puntal, con esos trabajadores y haceres comprender el espíritu de libertad que nos anima a todos.

Al finalizar el acto la Presidencia, un correcto español, recomendó a la numerosa asistencia que llenaba el local, la solidaridad con los mineros asturianos, formando parte en una colecta abierta al efecto. Y terminó diciendo: ¡Es lo menos que podemos hacer!

PAROS

grandes complejos industriales en España. Y al capitalismo internacional le interesa sobremanera este asunto por el hecho de la mano de obra barata y por la supresión oficial de las huelgas en territorio español. Pero no olvidemos que los obreros emigrados que se encuentran en todos los países conocerán los aires sociales y humanos del mundo y vuelven impregnados con los gérmenes protectarios que desarrollarán en España en todas sus manifestaciones reivindicativas.

Yo soy de los que creen que sólo se pierden las batallas que no se libran.

El pueblo español descargado en un millón de hombres, después de una lucha desigual, y rota la paz liberal por el franquismo, sólo nosotros podemos recuperar la conciencia libre y humana desviada, impulsando en Universidades y centros de producción los anhelos de libertad de la España sojuzgada. Esa recuperación es imperiosa si perseveramos en nuestra lucha porque las nuevas y nuevas generaciones no piensen nada, si podemos recuperar nada más que un 15 por 100 habremos hecho algo por la libertad de España.

Los muchachos que han sido condenados y los que quedan en la brecha son esas juventudes que preocuparán al régimen franquista. El porqué que se sweclina por asociación de malhechores», es de carácter internacional y en el está implicado todo el andamiaje del régimen de Franco. Porque tales represalias han sido llevadas a cabo a petición del gobierno español contra nuestras actividades en Francia, Bélgica, etc., porque en ben que entre esas juventudes se encuentra el principio de la fuerza nueva que luchó largos años contra las oligarquías y el poder despótico de la aristocracia y la Iglesia española confabuladas. Contra los viejos privilegios y el espíritu de los Juanitos que han retenido España con un régimen semi-feudal. Y contra todo ese conglomerado de oligarquías tiene que levantarse el pueblo liberado, situando el problema dentro de sus verdaderas dimensiones éticas y humanas.

Terminadas las últimas palabras de Federica Montseny, la Presidencia resumió el acto con palabras serenas y llenas de sinceridad, diciendo: La lucha de vosotros, españoles, es la nuestra. La gran familia internacional que lucha por la libertad de todos los pueblos. Numerosos son los hermanos que vienen aquí desde el interior de España a trabajar. Hay que mantener el contacto con ellos, con esos trabajadores y hacerles comprender el espíritu de libertad que nos anima a todos.

Al finalizar el acto la Presidencia, un correcto español, recomendó a la numerosa asistencia que llenaba el local, la solidaridad con los mineros asturianos, formando parte en una colecta abierta al efecto. Y terminó diciendo: ¡Es lo menos que podemos hacer!

PAROS

España al día

VIBRACION ESPANOLA FUERA DE ESPAÑA

EN BELGICA.—La voz del antifranquismo no podrá acallarse, ni en España ni en el exterior, en tanto subsista la causa que la motiva: la dictadura en España. Es el derecho legítimo de todos los proscritos, de todos los pueblos privados de libertad. Ese derecho ha sido ejercido en todas épocas y circunstancia por parte de todos. ¿Cómo podría ser ahora, en el caso que nos concierne, de distinto modo?

Por eso, desde que en Francia se ejercen presiones y represiones en vista de poner sordina a la acción del antifranquismo, su voz se deja oír con más potencia en otros países. En Bélgica, por ejemplo, se vive un período de verdadera agitación antifranquista. Juzguese por los siguientes hechos:

En Charleroi hubo una manifestación en favor de los mineros españoles el día 6 de octubre, organizada por la Federación de sindicatos metalúrgicos y mineros de dicha ciudad.

En Bruselas tuvo lugar una gran manifestación antifranquista el día 22 de septiembre, en favor de los mineros asturianos, en contra de los crímenes del franquismo y como protesta de las detenciones de jóvenes universitarios operadas en Francia. La atención a dicho acto. «La Gauche», por ejemplo, dice: «Se nombreux travailleurs espagnols s'étaient groupés autour des drapeaux rouges et noirs de la Confédération Nationale du Travail d'Espagne... Le dynamisme de cette manifestation tranche avec la passivité de certains qui ne semblent guère pressés de s'associer à ces manifestations de solidarité avec les travailleurs espagnols.»

De otra parte, el Boletín mensual del Sindicato del Libro de Bruselas se ocupa frecuentemente de los problemas de España. De uno de sus números entresacamos el siguiente párrafo: «Le régime de Franco est une menace permanente d'une renaissance du fascisme dans le monde. Il faut établir un front de tous les travailleurs du monde pour le supprimer. Le combat des travailleurs espagnols est notre propre combat, nous devons les encourager et les aider de tous nos moyens.»

Aparecen, además, en Bélgica, dos o tres periódicos o boletines destinados a la nueva emigracion española, en los que se responde a sus problemas y se trata de encausar sus aspiraciones. Todos ellos son de matiz marxista revolucionario.

EN URUGUAY.—El Comité Pro-Liberación de España que existe en este país y la Agrupación «Asturias Libre», han dirigido a la prensa del país, así como al gobierno francés, por intermedio de su embajador, una protesta enérgica contra las detenciones de antifascistas operadas en Francia.

EN ESTADOS UNIDOS.—Los emigrados españoles residentes en Estados Unidos protestaron a mediados de septiembre ante el embajador de Francia en Washington contra las medidas que en el país galo se han tomado contra los antifascistas españoles, lo que califican de cooperación entre los gobiernos de De Gaulle y el de Franco. Parece increíble —dice el mensaje— que el general De Gaulle haya olvidado que dichos refugiados hicieron por la liberación de Francia, cuando Franco y sus partidarios eran aliados de los nazis y de los fascistas que habían invadido su país.

EN FRANCIA.—También en este país las organizaciones y partidos libres y democráticos han protestado contra las detenciones operadas en los medios libertarios y el encarcelamiento de 21 de éstos. Han emitido protestas, entre otros, los siguientes organismos: El Socorro Popular Francés, la Liga de los Derechos del Hombre, el partido socialista S.F.I.O., el P.S.U., la Libre Pensée, la Unión de Sindicatos de Fuerza Obrera, la C.G.T.F., el Consejo Departamental de la Resistencia del Alto Garona y un grupo de destacados intelectuales galos.

Por su parte, el Consejo Confederal de la C.N.T.F.C. publicó el comunicado que, al sernos trasmitido directamente, insertamos a continuación:

« Le Conseil Confédéral

Rend hommage aux Mineurs asturiens qui ont soutenu la lutte durant plus de deux mois ;

Constate, une fois encore, le caractère arbitraire et inhumain du régime franquiste, qui a exercé, à la fin de la grève des Asturies, une répression sauvage et aveugle atteignant de nombreux Mineurs et, dans plusieurs cas, leurs femmes.

S'insurge contre toute intervention des autorités espagnoles visant à obtenir l'arrestation des Militants républicains réfugiés en France ;

Félicite du Gouvernement français qu'il repousse toute pression extérieure, contraire à la tradition française du droit d'asile, honneur de notre pays ;

Élève une vive protestation contre l'arrestation des militants anarchistes espagnols résidant en France, parmi lesquels figurent des personnalités connues dans la Résistance Française et appréciées de tous les hommes épris de justice et de liberté ;

Assure le peuple espagnol de son entière solidarité dans sa lutte pour l'instauration en Espagne d'un véritable régime démocratique. »

LAS TORTURAS Y SUS DERIVACIONES

Como ya es sabido, por haber dado a conocer en estas mismas columnas, varios mineros asturianos han sido objeto de salvajes y vergonzosas torturas, indignas, no solamente de ser aplicadas, sino de ser consentidas, por los países civilizados.

Los hechos, al ser conocidos, produjeron una reacción digna y valiente de un contenar de intelectuales españoles, los cuales dirigieron una carta al señor Fraga Iribarne, exponiéndoles los hechos, pidiendo explicaciones y formulando su protesta. El hecho ha tenido como consecuencia que varios de los intelectuales que firmaron esa carta hayan sido detenidos posteriormente. La actitud del Gobierno franquista al proceder de este modo, corresponde perfectamente al proceder que es clásico en los regímenes fascistas y totalitarios. En donde ellos imperan se tortura y se asesina, y, ay de quien se atreva a protestar!. El régimen de Franco es un excelente discípulo de los de Hitler, Mussolini y Stalin.

De los intelectuales detenidos, nada se sabe. Y si se tiene en cuenta la suerte que corrió el poeta Moreno Barranco en la cárcel de Jerez de la Frontera, cualquier exación, por terrible que sea, puede ser sometida contra ellos.

Las palabras de Castiella en la O.N.U., cuando expresaba que en dicho organismo tienen cabida todos los gobiernos independientes, aunque existan amplias diferencias entre sus sistemas políticos, económicos y sociales, sin que sea necesario que en ellos se refleje una uniformidad ideológica, carecen de valor y fundamento, puesto que ese mismo criterio no se aplica dentro del país que se representa. El Gobierno franquista tiene una singular interpretación del derecho a la discrepancia: le reprime salvajemente cuando se manifiesta por parte de sus gobernados, y le proclama para sí en los organismos internacionales, cuando en el discrepante y se encuentra en calidad de gobernado. Los representantes de los gobiernos llamados democráticos, habrían bien en comparar estas dos actitudes, que constituyen cinismo y desvergüenza, en lugar de escuchar resignadamente las palabras de los representantes franquistas.

Servicio de Información CNT.

COMUNICADOS

F. L. DE ARGENTEUIL

Nota solidaria.—Para los huelguistas de Asturias-León ha recogido 100 francos nuevos y para los compañeros presos 170.

L. DE PARIS

El jueves 17 del corriente, a las 17 horas en punto, continuación de la asamblea.

DE NIMES

Suscripción en faveur des familles des victimes assassinées au garrot en Espagne.

De la part des ouvriers de l'Entreprise « Cognard », chantier de l'Ardoise, la somme de 253,00 frs.

P. L. DE OULLINS

Convoca a sus afiliados a la reunión que se celebrará el domingo, 3 de noviembre, a las nueve precisas, en el local de costumbre.

BOLETIN «TERRA LLIURE»

Ha aparecido otro número de «Terra Lliure», con la ambición a todas luces nobles de penetrar en Cataluña. Tomen los compañeros buena nota de ello. Contiene notas de actualidad y comentarios firmados Tarragó, Jo Han, Joan del Fi, etc. Quienes se interesen por esa hoja, que la sostengan.

CORREO DE REDACCION

P. L. de Montpellier : Vuestra carta lleva sello de correos del 7-10. Habréis observado que ambos originales aparecieron en el 15.

ADMINISTRATIVAS

Francisco Brusalia, Maslace. Recibido giro 94 frs. Tienes pagado «C.S.» y «Umbral» hasta 31-12-63.

Pascual Lahoz, St-Condé (Jura). Recibido giro 25 frs. Pagado «C.S.» y «Umbral» hasta 31-12-63.

Jesús Arenas, México. Recibimos cheque de 38,56 frs. Tienes pagado «Umbral» hasta 30-10-64.

Julián Floristán, Royan. Pagado «C. S.» y «Umbral» hasta 31-12-63.

SUSCRIPCION

PRO COMPAÑEROS ANCIANOS O INVALIDOS

Mes de octubre - Lista 1

Suma anterior, 6.10 francos.
París: F. P., 25 francos; R. Jarque, 10; Ingleas, de *Suresnes*, 10; P. Local de *Versalles*, 25; J. Casellas, 5; *Local de Bruay*, 80; Juan Cano, 5.

Recaudado por F. Local de París: M. Elvira, 15; Jsán, 11; F. Guillén, 20; M. Gnach, 5; D. González, 10; J. Arpal, 10; A. Carbó, 10; Abelló, 10; *Orleans:* Patjó, 10. *La Rochelle:* José Calvet, 10. *Champetuaux:* Juan Monforte, 5. *Biel Lake (Canadá):* J. Bernés tardes x. El plafar de las mulas en sus establos de bajo techo y oscuridad sombría, el revolotear de las aves de corral o el fugitivo alboroto de unos niños son las únicas ráfagas dinámicas que turban la manesdumbre del lugar, dormido, como para siempre, en el portal de nuestro tiempo.

∴

Otra de mis satisfacciones consistía en detenerme a platicar con los habitantes del país. Los andorranos son muy accesibles a las conversaciones con el primer llegado, pero cuando se les habla en su lengua (el catalán) y se muestra interés por sus cosas y sus problemas entran en confianza y facilitan la conversación. (Este retraimiento instintivo del autóctono deberá, tal vez, atribuirse a la conformación accidentada del principado, que hasta no hace muchos años repelía al extranjero, y la singular actividad profesional que ejercieron secularmente sus moradores.) Nada más me faltaba, pues, para serles simpático; por eso, viéndome atento y todo oídos, ellos se desbordaban conmigo como si toda la vida nos hubiésemos tratado. Se lamentaban de las circunstancias inverosímiles en que se desenvolvía el país, que vive, ostensiblemente, sobre un nivel superior a sus posibilidades.

Y todos coincidían en lo mismo : Andorra había sido invadida por un frenesí de lucro y de robo que daría la razón con ella misma. Nula en industria y pobre en ganado y en agricultura, sólo la explotación del turismo — fuente de riqueza a la moda — podía procurarle lo que por sí misma no hubiese conseguido nunca. Mas el turismo debería explotar racionalmente, con inteligencia y con visión del tiempo, y añadían, entre rencorosos y amargados : « El sancerrano cuenta ya bien poco en el comercio de su país. Españoles de Cataluña, de Andalucía, de Galicia y de Castilla acaparan hoy la mayor parte del negocio del principado. Peluquerías, mercerías, casas de dulces, bares, cafés, tasis, restaurantes, hoteles, apaterías, imprentas, bazares, casi todo es de ellos. Ellos son, prácticamente los señores y nosotros sus criados, puesto que hijos nuestros les sirven de empleados. Y ellos nos hundirán a todos, porque en dos meses de verano pretenden hacer el beneficio de un año. Los precios de un día son inferiores a los del día siguiente, y un mismo artículo varía según el establecimiento. Y los comerciantes siguen que hijos salarecio que los artículos dispensables. Y los alquileres alcanzan precios astronómicos. Por eso, los turistas disminuyen y bueno que así sea, porque se encuentra paralizado. » Sólo cuando yo les advertía que el negocio más importante del país lo poseía un andorrano y que todos los otros pertenecían hacían lo propio, convenían conmigo que, en verdad, el comercio no es, ni más ni menos, que un robo, legalizado y amparado por el más bandrón de los ladrones : el Estado.

Después, ya calmados, me hablaban de las malas cosechas del trigo y del vino; de los brotes de este año, que todo lo pudría, y de la sequía del pasado, que todo lo secó; del éxodo de la juventud, que abandonaba el país en busca de un porvenir más halagüeño; de la competencia comercial o para irse al extranjero, dejando la casa y el campo desamparados y los viejos solos...

Al preguntarles, por último, si consideraban que el presente no sugeraba risueño porvenir, ahondaban el pasado, la respuesta dada era, generalmente, la misma :

« No, no añoramos el pasado; entonces vivíamos casi como fieras o salvajes, aislados del mundo y hasta de nosotros mismos. Sin embargo, si la gente fuese más sensata, Andorra podría prosperar mucho, para bien de todos... »

ANDRES MARTINEZ

Votación y compenetración

INDUDABLEMENTE, tras tantos años de inercia se ha creído un estado de opinión en los compañeros que ha llegado al olvido del verdadero sentir ácrata y de las inquietudes confederales. Aparte actitudes a veces intempestivas, en el exilio parecemos estar sujetos a tratar problemas que en España no existieron ni existirán. Cuando terminse nuestra condición de exiliados enterraremos la etapa más acomodaticia de la C.N.T. que nosotros aquí representamos. Siendo más sagaces, comprenderíamos esta verdad y seríamos más objetivos para la continuidad provechosa de nuestro Movimiento.

Nuestro deber está en saber interesar a los compañeros para que las reuniones les resulten agradables, o un aliciente para mejores actividades, ofreciéndoles local social, no en mera taquilla de cotizaciones, sino en cafetería. Tampoco se ha llegado nunca a la afirmación de ser más federalista el voto del montón que el efecto de la compenetración. Aquél es fácil conseguirlo a las doce cincuenta del mediodía, tras una reunión interminable, agotadora en forcejeos, cuando la mayoría se va y los disciplinados quedan. Entonces se vota... ¡y a la soupe!

En el exilio donde hacemos poco y siempre con prisas y malgastando papel y tinta que el consumo de éste ha descendido en un 70 por 100), mejor haríamos con dedicarnos a una labor capacitadora, de elaboración de conciencias liberarias, con la cual caería la afición o la necesidad de votaciones. Al emplear el voto según la suma de *inscritos*, no todos *cotizantes*, da el efecto de una losa de plomo privando sobre nuestras asambleas.

Figurémonos una Regional con cuatro FF. LL. sujetas al fatalismo de una mayor o menor de todas las demás restantes, no quedando, por recurso del voto más que el derecho a la sumisión. Y si nos detenemos a analizar que una F. L. contando con 300 inscritos y que de éstos sólo acudan 200 a las reuniones generales, entre los cuales existen el pro y el contra, puede darse el caso de que 100 pueden arrumbar con la voluntad de 700, incluídos los opositores quedados en minoría, y 100 pueden aterrotar a una mayoría de FF. LL. forzosamente con el espejuelo de los 800 votos de oficio. Si esto fuera federalismo me retiría yo de los peces de colores.

¡¿Solución? Que las FF. LL. pequeñas, cuantitativamente, mantengan su personalidad, que la Local fuerte numéricamente sea comprensiva del derecho minoritario para, así de inteligentes, consigamos ahuyentar el fantasma de las discordias y eliminar el recurso de las separaciones, siempre dañinas, de las rivalidades de la ciudad con la comarca y viceversa. Porque, no se olvide de ello: las FF. LL. «pequeñas», pero con sentido confederal y libertario, a falta de una compañía mayor cercana, podrían proveerse en el plano general.

Además, nuestra internacional exigida, la A.I.T., no se funda en el voto y las cotizaciones solamente, el que en el valor de los individuos conscientes, principalmente. El compañero no es de tanto cotizas tanto vales, sino de tanto actúas mejor vales. La ley del mínimo esfuerzo, el voto utilizado en ocasiones inconscientemente, no darán jamás unidades de lucha efectivas, sino personas de principios inseguros, defecto que alejaría de una verdadera C.N.T.

El voto como último y desagradable recurso en la C.N.T., en la A.I.T. no debe ser la misión de nuestros días. Pero preferible siempre la compenetración a la votación.

Manuel HERNANDEZ

F. L. DE PARIS

Recaudación pro-huelguistas mineros asturo-leoneses

J. Carrasco, 10 francos; Combelle, 32; Izquierdo, 5; Abadías, 10; A. Marti, 10; Francisco Cobo, 10; P. Adam, 20; P. García, 10; Un anfalua, 10; J. Lobo, 15 c. Guillén, 5; Juan Ferrer, 10; Cuadrado, 10; H. Molina, 10; A. Vázquez, 10; A. Mestre, 20; A. Carbó, 10; S. Pérez, 10; V. Ceña, 10; B. Esteban, 10; L. Martín, 5; María Juan, 5; Un valenciano, 5; Hnos. Concheso, 10; N. Imbernón, 10; J.L, 10; Muñoz, 10; Sala, 10; A. Huerta, 10; Mas Alandi, 2; J. Valls, 5; A. Barranco, 10; Un arqueólogo, 10; A. Bruguera, 10; P. Crespo, 5; F. Martínez, 50; A. Molina, 10, J. Ortega, 10; G. Guardiola, 10; A. Pérez, 10; S. García, 10; A. Mestre, 10; J. Cercós, 10; R. Llop, 10; Uno, 5.

Total, 310,10 francos.

NOTA.—Los 10 francos aparecidos en el número 264 de «Le C. S.» con el nombre de Familia X (7-5-63), debe decir Familia Royo, Ivry (Seine).

PRENSA RECIBIDA

« Volontà », de Génova; « Contacts », de Grenoble; « De Vrije », Ilouse; « ¡Cúrate! », de Perpignan, « A.I.T. », de Toulouse; « Boletín de los GG. Confederales de Defensa » Caracas; « Ruta », de Caracas; « Solidaridad Obrera » y « Tierra y Libertad », de México; « Cultura Proviaria », de París; « Boletín Interno 4a y 5a Región », Francia; « Voluntad », de Montevideo; « Cahiers de l'Humanisme Libertaire », Neuilly-sur-Seine, Francia; « Umanità Nova », de Roma; « Matricialismo e Libertà », de Milán ; « Le Monde Libertaire », París ; « La Protesta », « Reconstruir », « Acción Libertaria » y « Organización Obrera », de Buenos Aires; « Espoir » y « El Socialista », de Toulouse; « L'Agitazione del Sud », Palermo; « Preuves » y « Le Mouvement Social », de París; « Acción Libertaria », de Marsella y « Prendre », de Londres.

PARADERO

Se desea conocer el paradero de Pascual Marier Yustes, de Alcañiz. Era camillero en la guerra y fue visto por última vez en la frontera en 1939. Lo pide su familia.

Contestad a Aragón, Rioja y Navarra, Agrupación de París, 24, rue Ste-Marthe. París (10e), que transmitirá.

Le Gérant responsable
R. FAUCHOIS

Imprimerie des Gendoles
4 et 6, rue Chevreul
Chatay-le-Roi (Seine)

Impresiones

ANDORRA

HENOS, pues, en Andorra, pequeño y hermoso país de 462 kilómetros cuadrados, situado en la misma vertiente sur de los Pirineos, entre los dos países de quienes simbólicamente dependen : Francia y España. Observando un mapa, Andorra parecerías un absceso insólito formado en la línea fronteriza divisoria de esas naciones, a las cuales tiene acceso por la única carretera principal que posee, y que une, de un trazo escarpado y sinuoso, Ax-les-Thermes a la Seo de Urgel. De esta carretera — que otrora debió ser peligroso desfiladero, pues de ella suben y a ella descienden empinadas montañas de granito — nacen otras carreterillas secundarias que, culebreando por laderas pintorescas y abruptos precipicios, comunican entre sí la escasa población andorrana, y llevan al viajero a admirar la belleza de su territorio. Por ellas se puede ir hasta El Serrat, pasando por La Massana y Ordino y otros núcleos de menos importancia, y a Pal, Angos, Ransol, Arinsal, etc. y asimismo a La Rabassa, desde cuya meseta de dos mil metros de altura, se puede abarcar una parte considerable del territorio andorrano. En su accidentado relieve, la carretera principal andorrana atraviesa, de parte a parte y casi principado, Soldeu, Canillo, Encamp, Les Escaldes, Andorra la Vieja (la capital), Santa Coloma y San Julián de Loria. Todas estas poblaciones, que es la única arteria nacional, calle mayor de estas poblaciones, cuyas casas se alinean a su paso en orden riguroso.

∴

Dice la leyenda que Andorra fue fundada, hacia últimos del siglo VIII, por Carlomagno, convirtiendose más tarde en paz de Dios por los obispos de Urgel y de los condes de Foix, cuyos sucesores fueron después y siguen siéndolo hasta ahora, el consejo formado de veinticuatro consejeros generales elegidos por sufragio universal, cuatro para cada una de las seis parroquias : Canillo, Encamp, Ordino, La Massana, Andorra (Andorra la Vieja y Les Escaldes) y San Julián de Loria. Las principales fuentes de riqueza del principado parecen ser el tabaco, el comercio, la industria y... el turismo... Y, según datos recogidos recientemente en centros oficiales, su población asciende a unos 11.000 habitantes, es decir, cerca de veinticuatro por kilómetro cuadrado (densidad importante, habida cuenta que la aglomeración humana se concentra únicamente en los accesos fáciles del territorio).

Para el turista que va a Andorra a impregnarse de oxígeno, a aprovechar lo más posible las apariciones accidentadas del sol, a hacer interesantes paseos y excursiones, a mezclarse al relativo tipismo del país, a descansar y, detalle muy importante, para comer lo más y lo mejor, los únicos característicos del principado importan muy poco o nada. Para quienes donde vamos o por donde pasamos buscamos aquellos pormenores sobresalientes cuyo interés puede contribuir al estudio del lugar visitado y de sus moradores, Andorra merece también nuestra atención.

Así mi curiosidad me ha llevado, cuando el tiempo lo permitía, a escalar sus montes, a recorrer sus diminutos y pintorescos pueblecillos; a buscar el contacto de sus hijos, desde el anciano ataviado aún de la clásica boina, del pantalón de pana sujeto a la cintura por la no menos clásica faja, y del chaleco abierto, hasta el joven cuya conversación se reparte de twist, de fútbol, de cosmética y de cinematografía.

Por ello, he gozado hasta el éxtasis en aquellas alturas — sola e impotente criatura humana perdida en la frondosidad de una naturaleza relativamente virgen —, recibiendo en mi cuerpo desnudo el beso en asedio del sol y la caricia lenitiva del aire.

A mis pies, allí donde parecían confluir las bases de aquellas cúspides, se esparcía la policromada diversidad de casitas de juguete segmentadas por líneas de calles y de carreteras, invadidas de un apretado cortejo de hormigas estúpicas y del veloz transitar de artefactos prehistóricos.

Con una mezcla de piedad y de ternura, contemplaba a mi familia, me extendía sobre la fresca hierba del suelo, dejando a mis ojos perseguir, en el intenso azul de los espacios, el vellocino inmaculado de alguna nube tardía. En aquellos instantes hasta la vida misma parecía haber detenido su proceso evolutivo: todo era silencio, paz, armonía; no siquiera el raudo vuelo de un pájaro... ¡Qué inefable sensación de dulzura, de felicidad, la que sentía invadir todo mi ser al compenetrarme con el hálito misterioso de nuestra madre naturaleza!

∴

Otras veces me alejaba del bullicio central y penetraba las calles adyacentes. A dos pasos de ellas, se elevan edificios modernos, comercios lujosos, hoteles y bancos impresionantes por la calle principal, llena de autos, brillantes y ruidosos, circula sin tregua, y en las aceras el gentío multicolor no cesa en su continuo deambular. En aquellas callejuelas, tan estrechas algunas que extendiendo los brazos se pueden tocar las paredes opuestas, el tiempo y el progreso detuvieron ayer mismo, o tal vez hace siglos. Las casas, de piedra, muestran su desnudez oscura y triste; la madera y el hierro de que están hechas puertas y ventanas enseñan, avergonzados, el estigma de la carcoma de los años; el trecho es mudo, el balcón, roído o desvencijado, pende en el aire como un recuerdo ancestral, que hoy casi es peligroso admirar, y en cualquier esquina, una lámpara eléctrica desnuda, llena de polvo y de excrementos de insectos, esparce su luz mortecina día y noche.

De cuando en cuando, algún vecino atraviesa la calle, murmurando al pasar un tímido « Bon dia » o « Bones tardes », El plafar de las mulas en sus establos de bajo techo y oscuridad sombría, el revolotear de las aves de corral o el fugitivo alboroto de unos niños son las únicas ráfagas dinámicas que turban la manesdumbre del lugar, dormido, como para siempre, en el portal de nuestro tiempo.

∴

Otra de mis satisfacciones consistía en detenerme a platicar con los habitantes del país. Los andorranos son muy accesibles a las conversaciones con el primer llegado, pero cuando se les habla en su lengua (el catalán) y se muestra interés por sus cosas y sus problemas entran en confianza y facilitan la conversación. (Este retraimiento instintivo del autóctono deberá, tal vez, atribuirse a la conformación accidentada del principado, que hasta no hace muchos años repelía al extranjero, y la singular actividad profesional que ejercieron secularmente sus moradores.) Nada más me faltaba, pues, para serles simpático; por eso, viéndome atento y todo oídos, ellos se desbordaban conmigo como si toda la vida nos hubiésemos tratado. Se lamentaban de las circunstancias inverosímiles en que se desenvolvía el país, que vive, ostensiblemente, sobre un nivel superior a sus posibilidades.

Y todos coincidían en lo mismo : Andorra había sido invadida por un frenesí de lucro y de robo que daría la razón con ella misma. Nula en industria y pobre en ganado y en agricultura, sólo la explotación del turismo — fuente de riqueza a la moda — podía procurarle lo que por sí misma no hubiese conseguido nunca. Mas el turismo debería explotar racionalmente, con inteligencia y con visión del tiempo, Y añadían, entre rencorosos y amargados : « El sancerrano cuenta ya bien poco en el comercio de su país. Españoles de Cataluña, de Andalucía, de Galicia y de Castilla acaparan hoy la mayor parte del negocio del principado. Peluquerías, mercerías, casas de dulces, bares, cafés, tasis, restaurantes, hoteles, apaterías, imprentas, bazares, casi todo es de ellos. Ellos son, prácticamente los señores y nosotros sus criados, puesto que hijos nuestros les sirven de empleados. Y ellos nos hundirán a todos, porque en dos meses de verano pretenden hacer el beneficio de un año. Los precios de un día son inferiores a los del día siguiente, y un mismo artículo varía según el establecimiento. Y los comerciantes siguen que hijos salarecio que los artículos dispensables. Y los alquileres alcanzan precios astronómicos. Por eso, los turistas disminuyen y bueno que así sea, porque se encuentra paralizado. » Sólo cuando yo les advertía que el negocio más importante del país lo poseía un andorrano y que todos los otros pertenecían hacían lo propio, convenían conmigo que, en verdad, el comercio no es, ni más ni menos, que un robo, legalizado y amparado por el más bandrón de los ladrones : el Estado.

Después, ya calmados, me hablaban de las malas cosechas del trigo y del vino; de los brotes de este año, que todo lo pudría, y de la sequía del pasado, que todo lo secó; del éxodo de la juventud, que abandonaba el país en busca de un porvenir más halagüeño; de la competencia comercial o para irse al extranjero, dejando la casa y el campo desamparados y los viejos solos...

Al preguntarles, por último, si consideraban que el presente no sugeraba risueño porvenir, ahondaban el pasado, la respuesta dada era, generalmente, la misma :

« No, no añoramos el pasado; entonces vivíamos casi como fieras o salvajes, aislados del mundo y hasta de nosotros mismos. Sin embargo, si la gente fuese más sensata, Andorra podría prosperar mucho, para bien de todos... »

ANDRES MARTINEZ

unesp Cedap Centro de Documentação e Apoio à Pesquisa Faculdade de Ciências e Letras de Assis